

Présents : N.GENDEBIEN, Bourgmestre-Présidente,
G.LESCRENIER, J-M.LAURENT, A.PONCELET, O.JADOUL,
échevins,
M.LAMBRECHTS, D.FOURNY, A.LOUTSCH, J.ROBLAIN,
P.GHISLAIN, Y.EVRARD, E.PIERRET, J-M.JONETTE,
A.PIERRET, J.DELREZ, F.BODET, J-L.BORCEUX,
conseillers.
J-Y.DUTHOIT, secrétaire communal.

Le Conseil,

ORDRE DU JOUR :

- 1) Approbation P.V. séance précédente
- 2) Convention de mise à disposition de locaux à l'ASBL Emploi Mode d'Emploi à l'ancien orphelinat
- 3) Présentation par l'ASBL Emploi Mode d'Emploi de ses activités
- 4) Diverses modifications du statut et du cadre du personnel communal - règlement de travail
- 5) Budget 2006 du CPAS
- 6) Plan de prévention de proximité
- 7) Bail de location du logement (partie) du presbytère de TOURNAY au CPAS
- 8) Acquisition d'options de matériel pour la future auto-pompe pour le service incendie, acquisition de deux remorques et d'un véhicule
- 9) Diverses cessions de voiries
- 10) Travaux d'égouttage de la route des Forges à GRANDVOIR, du chemin des Champs Mayet à MARBAY et étude endoscopique du réseau d'égouttage collectif des agglomérations de PETITVOIR - GRANDVOIR - MARBAY - OFFAING - NAMOUSSART
- 11) Travaux de rénovation de l'école de GRANDVOIR
- 12) Travaux de rénovation de la toiture du Centre du Lac
- 13) Etude d'un entretien des voiries agricoles
- 14) Décision de principe de vente de deux terrains agricoles communaux.
- 15) Etude d'un plan de mobilité.

HUIS-CLOS

- 16) Ratification des délibérations du Collège Echevinal concernant le personnel communal.

Madame la Bourgmestre ouvre la séance à 20H

SEANCE PUBLIQUE

(1) (SEC) Approbation P.V. séance précédente.

Le conseiller Y.EVRARD, au nom des échevins et conseillers J-M.LAURENT, A.PONCELET, O.JADOUL, E.PIERRET, J-L.BORCEUX, F.BODET et lui-même, sollicite le report des points 2, 4, 14 et 16 de l'ordre du jour ainsi que des points supplémentaires déposés par les

conseillers D.FOURNY et J-M.JONETTE. Il justifie sa requête par l'envoi tardif de la liste des points supplémentaires aux conseillers et par le fait que certains dossiers évoluent dans le temps. Si ces points n'étaient pas retirés de l'ordre du jour, un recours en annulation sera déposé.

Le conseiller D.FOURNY répond que les dossiers relatifs aux points supplémentaires ont été déposés dans le délai légal de 5 jours francs avant la séance, à savoir le vendredi 24 mars 2006 à 15H et étaient accompagnés des pièces justificatives.

Interpellé, le secrétaire J-Y.DUTHOIT déclare :

- en ce qui concerne les points supplémentaires, ceux-ci ont été déposés le vendredi fin d'après-midi endéans le délai légal. La plupart des pièces justificatives étaient en possession de l'administration et ont été de suite jointes, à l'exception de celle concernant l'admission à la retraite d'un agent communal qui a été jointe pour la première heure du jour ouvrable suivant et donc à temps pour la consultation des dossiers par les conseillers.
- en ce qui concerne le point 16 de l'ordre du jour, le dossier a été déposé en retard d'un jour, à savoir le jeudi 23/03/06.
- en ce qui concerne le point 14, celui-ci a fait l'objet d'une modification substantielle en cours de délai de consultation des dossiers. Les modifications ont été indiquées dans le projet de délibération ainsi que la date de ces changements.
- en ce qui concerne le point 4, seul un tableau annexé a été introduit dans le corps de la délibération pour la clarté du dispositif. Le dossier n'a donc subi aucune modification.
- en ce qui concerne le point 2 de l'ordre du jour, celui-ci a fait l'objet d'une modification mineure et datée suite à une remarque de l'ASBL Emploi Mode d'Emploi sur le projet de convention qui leur a été proposé.

Le secrétaire estime qu'il est de l'intérêt des conseillers de connaître les modifications des dossiers, même mineures, en temps réel, et qu'à l'exception des points 14 et 16 qui pourraient faire l'objet d'un éventuel report, les dossiers étaient en ordre .

Le conseiller E.PIERRET rappelle que les points supplémentaires doivent être déposés accompagnés des pièces justificatives et qu'il n'y a pas lieu à interprétation à ce sujet.

Un débat s'ensuit sur le fait que les 9 points supplémentaires concernent des décisions très importantes. Certains reprochent qu'elles ont été présentées préalablement en conférence de presse alors que le Collège échevinal n'en a pas été informé auparavant, sachant que deux membres du Collège faisant partie de la nouvelle majorité étaient au courant. D'autres conseillers rappellent que ces points supplémentaires ont été en toute légalité mis à l'ordre du jour par le nouveau groupe majoritaire, lequel a ressenti également le besoin de communiquer publiquement sa position.

La bourgmestre N.GENDEBIEN refuse de retirer de l'ordre du jour les points 2 et 4 ainsi que les 9 points supplémentaires.

Les échevins J-M.LAURENT, A.PONCELET, O.JADOUL, et les conseillers E.PIERRET, J-L.BORCEUX, Y.EVRARD, F.BODET, quittent la séance.

Approuve sans observation, à l'unanimité le procès-verbal de la séance précédente -21/02/06-.

A la requête de la bourgmestre N.GENDEBIEN, décide à l'unanimité de délibérer en urgence sur les travaux d'extension du réseau d'eau au SART.

(2) (SZ) Ancien orphelinat de Longlier - Emploi Mode d'Emploi - Projet convention

- Vu le courrier de l'asbl « Emploi Mode d'Emploi », daté du 07/02/06 sollicitant l'occupation d'un local supplémentaire à l'ancien orphelinat à Longlier ;
- Vu les délibérations du Collège Echevinal du 15/02, du 22/02 et du 01/03/06 ;
- Vu le projet de convention ci-annexé ;
- Sur proposition du Collège Echevinal ;
- Après en avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité :

Art.1 : de mettre à la disposition de l'ASBL Emploi Mode d'Emploi, les locaux n°1, 2A, 5, 7, 8 et 10, de rez-de-chaussée de l'immeuble sis à 6840 NEUFCHATEAU-LONGLIER, Chaussée de Bastogne n°22, tel que repris plan ci-joint et selon les modalités de la convention ci-annexée ;

Art.2 : de fixer les charges de fonctionnement des locaux à 150€ par mois ;

Art.3 : de fixer la durée de la convention à 1 année, prorogeable ;

Art.4 : d'approuver la convention qui restera annexée à la présente ;

Art.5 : de solliciter l'aide du personnel ouvrier afin de rafraîchir le local n°1 de l'immeuble dont question ci-dessus (local occupé par la Jeunesse Ouvrière Chrétienne).

(3) (SZ) Présentation par l'ASBL Emploi Mode d'Emploi de ses activités.

Entend Mesdames C.MARTIN et S.SAMRAY, lesquelles présentent les activités de l'ASBL Emploi Mode d'Emploi, les missions, les méthodes utilisées et les difficultés financières.

(4) (CD) Modifications statutaires.

- Vu les statuts administratif et pécuniaire du personnel communal approuvés par le Conseil Communal en séance des 29 septembre et 29 décembre 1997 et approuvés par l'autorité de tutelle en date du 15 janvier 1998 ;

- Vu la loi du 18/12/2002, modifiant la loi du 08/04/1965 instituant les règlements de travail (M.B. du 14/01/2003), par laquelle l'obligation d'établir un règlement de travail est étendue au secteur public ;
- Vu la loi du 11/06/2002 relative à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail (M.B. 22/06/2002) ;
- Considérant qu'il convient de modifier le cadre du personnel ;
- Considérant qu'il convient de modifier et compléter les articles 1er et 10 du statut administratif et les articles 64 et 65 du statut pécuniaire;
- Vu le procès-verbal du Comité de concertation Commune - C.P.A.S. du 21 février 2006 ;
- Vu le procès-verbal de la concertation syndicale du 07 mars 2006 ;
- Vu les délibérations du Collège Echevinal des 09/11/2005, 07/02/2006, 15/02/2006 et 22/03/2006 ;
- Sur proposition du Collège Echevinal ;
- Après avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité des membres présents:

Art.1 : de modifier et compléter les statuts administratif et pécuniaire ainsi que le cadre du personnel comme suit :

I. STATUT ADMINISTRATIF.

Chapitre Ier. - Champ d'application :

Article 1^{er} - Par. 3 - **Par dérogation au paragraphe Ier, s'appliquent aux agents contractuels les chapitres II, III, IV article 14, 17 et 19, V, les sections 1, 2, 3, 4, 5, 5 bis, 11, 15, 16, 17, 18 [et 19 (Cons.Com. du 19/08/1999)] du chapitre XI, XII (évaluation), XIV. Néanmoins, le chapitre IV articles 14, 17 et 19 ne s'applique pas aux agents en contrat de remplacement.**

Article 10 - **Tout acte quelconque de violence, harcèlement moral ou sexuel sur les lieux du travail est strictement interdit.**

A cet effet, il y a lieu de se reporter au règlement de travail.

~~L'on entend par harcèlement sexuel toute forme de comportement verbal, non verbal ou corporel de nature sexuelle, dont celui ou celle qui s'en rend coupable sait ou devrait savoir qu'il affecte la dignité de femmes et d'hommes sur les lieux du travail.~~

~~SEMILUX - Libramont est chargé de donner aux victimes l'accueil, l'aide et l'appui requis. Le personnel en est informé.~~

II. CADRE DU PERSONNEL.

Le cadre est modifié comme suit :

CADRE DU PERSONNEL				
GRADES	NOMBRE	NIVEAU		MODE D'ACQUISITION

Grades légaux

Secrétaire	1	A	Recrutement ou promotion
Receveur	1	A	Recrutement ou promotion

Administratif

Attaché spécifique	1	A1 Spéc.	Recrutement (diplôme de droit)
Chef de service administratif	3	C3	Promotion
Employé d'administration	3	D6	Recrutement
Employé d'administration	4	D4	Recrutement

Bibliothécaire

Employé de bibliothèque	OU 1	D5	Recrutement (brevet de bibliothécaire)
Bibliothécaire gradué	OU 1	B1	Promotion ou recrutement (bibliothécaire gradué)

Technique

Agent technique	OU 1	D7	Recrutement
Agent technique en chef	OU 1	D9	Recrutement (dipl.techn.de l'ens.sup.) ou promotion

Ouvrier

Contremaître	1	C5	Promotion
Ouvrier qualifié	2	D4	Recrutement
Ouvrier qualifié	<u>3</u>	D1	Promotion
Ouvrier qualifié	<u>4</u>	D1	Recrutement
Ouvrier	12	E2	

III. STATUT PECUNIAIRE

Article 64 - Les agents (ou, le cas échéant, leurs ayants droit) bénéficient :

- des indemnités pour frais de parcours, dans les conditions fixées par **1' arrêté royal** du 18 janvier 1965, **modifié par 1'arrêté royal du 19 septembre 2005** ~~et du 24 avril 1997~~ portant réglementation générale en matière de ~~d'indemnités pour~~ frais de parcours.

En outre, une indemnité mensuelle couvrant les frais de parcours réellement effectués est versée à l'agent ouvrier qui utilise son véhicule personnel pour les besoins du service cinq jours par semaine. **Le nombre de kilomètres mensuel réellement parcourus est évalué à 430 Km** ~~Le montant est de 74,37 € par agent et est~~ calculé au prorata du temps de travail pour les agents qui prestent un temps partiel. Le calcul de l'indemnité est effectué sur base de l'arrêté royal susvisé. ~~Le montant annuel ne peut toutefois pas être supérieur à 818,05 €.~~

~~Le montant est rattaché à l'indice des prix à la consommation, sur base de l'indice pivot 138,01.~~

Article 65 - alinéa 2 - L'indemnité mensuelle telle que décrite à l'article 64 susvisé relative aux frais de parcours est d'application au 1^{er} janvier **2005**.

Art.2 : d'approuver le règlement de travail ci-annexé.

Art.3 : La présente délibération entrera en vigueur à la date d'approbation par l'autorité de tutelle.

Art.4 : La présente délibération sera transmise pour suite voulue aux autorités supérieures.

(5) (DD) Budget CPAS 2006 - Approbation

- Vu la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 08 juillet 1976 telle que modifiée et notamment l'article 88 ;
- Vu le budget 2006 arrêté par le Centre Public d'Action Sociale le 07 mars 2006 et reçu le 15 mars 2006 ;
- Attendu que l'intervention communale est de 484.702,66 € ;
- Entendu Monsieur Hector PIRON, Président du Centre Public d'Action Sociale ;
- Sur proposition du Collège échevinal, après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

d'approuver le budget précité.

(6) (BO) Plan de prévention de proximité

- Vu le décret du 15/05/2004 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie ;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution dudit décret ;
- Vu la lettre du ministre wallon C.Michel reçue le 09/04/04 approuvant le projet de plan de prévention de proximité 2004-2006 ;
- Vu la délibération du conseil communal du 26/05/2004 ;
- Attendu qu'il y a lieu de se prononcer sur le rapport d'activités 2005 ainsi que sur les nouvelles conventions de partenariat ;
- Vu les projets de conventions avec Madame VANDENAVENNE pour 2005 et Monsieur A. PETIT, Monsieur J-L GYSELINX, Monsieur RASE, le CPAS et Le FOREM pour 2006.
- Vu les projets 2006 du PPP ;
- Vu le procès-verbal de la commission d'accompagnement du 14/02/2006 ;
- Attendu qu'il y a lieu de fixer certains tarifs de participation aux activités organisées ;
- Entendu en séance M. Body, responsable PPP,
- Sur proposition du collège échevinal ;
- Après avoir délibéré ;

DECIDE à l'unanimité

Art.1 : d'approuver le rapport d'activité 2005 ci-annexé.

Art.2 : d'approuver les conventions de partenariat précitées avec le Plan de Prévention de Proximité.

Art.3 : de fixer comme suit les montants qui seront sollicités des participants aux activités :

- session permis de conduire (5jours) :
25€ pour les adultes
5€ pour les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires du revenu d'intégration et les étudiants.
- Atelier nature et jardinage (7 samedi de suite) :
2€ pour le 25/03/2006 (les moyens de reproduction)
2€ pour le 08/04/2006 (création champêtre)
2€ pour le 06/05/2006 (la culture en serre).

(7) (SZ) Logement de Tournay - Presbytère - Projet bail - CPAS

- Vu la délibération du Collège Echevinal du 22/02/06 prise suite à la concertation commune-CPAS du 21/02/06 ;
- Vu la délibération du Collège Echevinal du 21/09/05 autorisant Madame Vitry, locataire, à quitter le logement sis à Torimont n°8/1 à Tournay ;
- Vu le courrier de Madame Vitry, daté du 15/03/06 et informant le Collège Echevinal de son départ le 31/03/06 ;
- Attendu que Madame Lebeau, Secrétaire du CPAS, indique que dans l'hypothèse de mise à disposition d'un logement aux candidats réfugiés, l'aide qui leur est octroyée par le CPAS serait remboursée par l'Etat ; que, de ce fait, la dotation communale au CPAS serait diminuée ;
- Attendu que le CPAS est un établissement d'utilité publique soumis à la loi du 27/06/91 ;
- Vu les articles 1, § 1^{er}bis et 4, §2bis du Code Civil, livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2 intitulée « Des règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur » et l'article 1717, al.2, seconde phrase du Code Civil, livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 1 intitulée « Dispositions générales relatives aux baux des biens immeubles » ;
- Attendu que selon ces articles, le bail principal et les sous-locations conclues par des établissements d'utilité publique sont soumis à la section relative aux baux de résidence principale ;
- Attendu que la sous-location est permise aux conditions suivantes :
 - * l'établissement d'utilité publique doit sous-louer à des personnes démunies ou se trouvant dans une situation sociale difficile ;
 - * le bien doit être affecté exclusivement à la résidence principale ;
 - * le bailleur doit donner son accord sur la possibilité de sous-louer le bien à cette fin ;
- Vu la délibération du Collège Echevinal du 15/03/06 ;
- Vu l'article L 1222-1 du CDLD ;
- Vu le projet de contrat de location ci-annexé ;
- Sur proposition du Collège Echevinal ;
- Après en avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité :

Art.1 : de procéder à la location de l'immeuble sis à Tournay, Torimont 8/1 au CPAS et d'autoriser le CPAS à sous-louer le bien dans les conditions énumérées par l'article 1717, al.2, seconde phrase du Code Civil ;

Art.2 : de fixer le loyer mensuel à 400,00€ ;

Art.3 : de fixer la durée du bail à 3 années ;

Art.4 : d'approuver le contrat de location d'habitation principale qui restera annexé à la présente.

(8) (DD) Service régional d'incendie - Acquisition de deux remorques

- Vu la demande reçue le 20 février 2006 par laquelle Monsieur Serge DEVALET, Commandant des Pompiers, sollicite l'acquisition de deux remorques;
- Attendu que cette acquisition est estimée à 4000,00 € TVA comprise ;
- Attendu qu'un crédit de 4000,00 € est prévu à l'article 351/743-98 du budget extraordinaire de 2006 ;
- Sur proposition du Collège échevinal, après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Art.1 :d'acquérir deux remorques pour le Service Régional d'Incendie.

Art.2 :d'imputer la dépense à l'article 351/743-98 du budget extraordinaire de 2006.

Art.3 :de financer la dépense par un emprunt en 5 ans sur base du cahier des charges du marché annuel 2006.

Art.4 :de charger le Collège échevinal d'exécuter la présente délibération.

(8) (DD) Service Régional d'Incendie - Matériel en option pour future auto-pompe 4x4 livrée en 2008

- Vu la délibération du Conseil communal du 21 février 2006 décidant d'acquérir une autopompe semi-lourde avec l'ensemble des options retenues et indispensables au bon fonctionnement de ce véhicule ;
- Vu la demande reçue le 31 janvier 2006 par laquelle Monsieur Serge DEVALET, Commandant des Pompiers, sollicite l'acquisition de matériel en option pour la future auto-pompe 4x4 livrée en 2008 à savoir :

- | | | |
|---|---|----------|
| 1) Supplément pour un groupe électrogène 8kVa au lieu d'un 5kVa | 1 | 900,00 € |
| 2) Supplément pour matériel de désincarcération en CORE | 1 | 456,12 € |

- Attendu que cette acquisition est impérative dans l'immédiat ;
- Attendu que cette acquisition est estimée à un montant total de 1.356,12 € TVA non comprise ;
- Attendu que cette dépense sera imputée à l'article 351/743-53 du budget extraordinaire de l'exercice correspondant à l'année de livraison du véhicule ;
- Vu la délibération du Collège échevinal du 01 mars 2006 ;
- Sur proposition du Collège échevinal, après en avoir délibéré ;

DECIDE à l'unanimité :

Art.1 : d'acquérir les options précitées pour la future auto-pompe 4x4 livrée en 2008.

Art.2 : d'imputer la dépense à l'article 351/743-53 du budget extraordinaire de l'exercice correspondant à l'année de livraison

Art.3 : de financer la dépense au moyen d'un emprunt en 10 ans sur base du marché annuel de l'exercice de l'année de livraison.

Art.4 : de charger le Collège échevinal d'exécuter la présente délibération.

(8) (DD) Service Régional d'Incendie - Acquisition d'un véhicule de commandement de type neuf ou de direction monovolume

- Vu le fax reçu le 15 février 2006 à l'attention de Monsieur Serge DEVALET , Commandant du Service Régional d'Incendie et relatif à l'acquisition d'un véhicule de commandement de type neuf « monovolume » ;
 - Vu la délibération du Collège échevinal du 01 mars 2006 ;
 - Vu la délibération du Collège échevinal du 08 mars 2006 ;
 - Vu la délibération du Collège échevinal du 15 mars 2006 ;
 - Attendu qu'un crédit de 20.000,00 € est prévu à l'article 351/743-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2006 ;
 - Vu la nécessité d'effectuer un marché par procédure négociée sans publicité pour l'acquisition d'un véhicule neuf ou de direction ;
 - Vu le cahier spécial des charges rédigé à cet effet ;
 - Sur proposition du Collège échevinal ;
- Après en avoir délibéré ;

DECIDE à l'unanimité :

Art.1 : d'acquérir un véhicule de commandement de type neuf ou de direction « monovolume ».

Art.2 : d'approuver le cahier spécial des charges ci-annexé.

Art.3 : de choisir la procédure négociée comme mode de passation du marché.

Art.4 : d'imputer la dépense à l'article 351/743-52 du budget extraordinaire 2006. Le financement sera assuré par un emprunt en 5 ans sur base du marché annuel 2006.

(9) (PM-AB) Cession gratuite - Permis de lotir n° 263 - DUPONT-SIMON - Voie du Charbonnier

- Vu la demande de permis de lotir déposé le 20 février 2006 par Monsieur et Madame DUPONT ET SIMON concernant le bien sis à NEUFCHATEAU et cadastré Grandvoir 2e Division Section B N°1283/H, 1283/K, 1284/A, 1280/B, 1290/E, 1290/D, 1291 ;
- Vu les plans soumis à l'appui de la demande ;
- Attendu que le permis de lotir prévoit la cession gratuite à la Commune de la partie de terrain située entre l'ancien et le nouvel alignement et reprise pour une contenance de 77 Ca au plan de lotissement ;
- Vu les articles 128 et 129 du CWATUP ;
- Vu le procès verbal de clôture d'enquête publique qui s'est déroulée du 06/03/2006 au 20/03/2006 concernant la cession d'une emprise à titre gratuit visant à élargir la voirie le long du lotissement ;
- Attendu qu'aucune réclamation n'est parvenue ;
- Vu l'avis défavorable du commissaire voyer du 13.03.2006 pour manque de précision dans les côtes, des plans modifiés ont été demandés ;
- Vu la loi communale ;
- Considérant que l'acquisition de cette emprise doit être réalisée pour cause d'utilité publique ;

- Vu les pièces annexées au dossier;
- Sur proposition du Collège échevinal;

PREND CONNAISSANCE :

Art.1 : des résultats de l'enquête publique ;

DECIDE à l'unanimité :

Art.2 : d'autoriser l'élargissement du domaine public communal ;

Art.3 : d'acquérir de gré à gré à Monsieur et Madame DUPONT ET SIMON une emprise de 77 Ca à prendre le long de la parcelle cadastrée Grandvoir 2e Division Section B N°1283/H, 1283/K, 1284/A, 1280/B, 1290/E, 1290/D, 1291 conformément au plan de lotissement établi par PLAINCHAMP Michel, sous les garanties ordinaires, le bien cédé étant libre d'occupation, de toute hypothèque, de tous engagements généralement quelconques, et de toute servitude ; les frais d'acte étant à charge du lotisseur ;

Art.4 : L'acquisition sera réalisée à titre gratuit.

Art.5 : de reconnaître le caractère d'utilité publique à l'opération et d'incorporer cette emprise à la voirie communale.

Art.6 : La présente sera notifiée au fonctionnaire délégué.

(9) (PM-AB) Cession gratuite - Permis d'urbanisme n° 2348 - DEOM-NICOLAY - Voie des Ardennes Françaises.

- Vu la demande de permis d'urbanisme déposé le 13 janvier 2006 par Monsieur et Madame DEOM ET NICOLAY concernant le bien sis à NEUFCHATEAU et cadastré 1e Division Section B N°204/R ;
- Vu les plans soumis à l'appui de la demande ;
- Attendu que le permis d'urbanisme prévoit la cession gratuite à la Commune de la partie de terrain située entre l'ancien et le nouvel alignement et reprise pour une contenance de 28 Ca au plan ;
- Vu les articles 128 et 129 du CWATUP ;
- Vu le procès verbal de clôture d'enquête publique qui s'est déroulée du 13/02/2006 au 27/02/2006 concernant la cession d'une emprise à titre gratuit visant à élargir la voirie le long du lotissement ;
- Attendu qu'aucune réclamation n'est parvenue ;
- Vu l'avis favorable du commissaire voyer du 03.02.2006 conditionné par la cession de terrain;
- Vu la loi communale;
- Considérant que l'acquisition de cette emprise doit être réalisée pour cause d'utilité publique;
- Vu les pièces annexées au dossier;
- Sur proposition du Collège échevinal;

PREND CONNAISSANCE :

Art.1 : des résultats de l'enquête publique ;

DECIDE à l'unanimité :

Art.2 : d'autoriser l'élargissement du domaine public communal.

Art.3 : d'acquérir de gré à gré à Monsieur et Madame DUPONT ET SIMON une emprise de 28 Ca à prendre le long de la parcelle cadastrée le Division Section B N°204/R conformément au plan établi par GALLOY Philippe, sous les garanties ordinaires, le bien cédé étant libre d'occupation, de toute hypothèque, de tous engagements généralement quelconques, et de toute servitude ; les frais d'acte étant à charge du lotisseur ;

Art.4 : L'acquisition sera réalisée à titre gratuit.

Art.5 : de reconnaître le caractère d'utilité publique à l'opération et d'incorporer cette emprise à la voirie communale.

Art.6 : La présente sera notifiée au fonctionnaire délégué.

**(9) (PM) Cession gratuite - Permis d'urbanisme - JANSSENS Chr.
- La Faloze de Balaclava**

Vu la demande de permis d'urbanisme déposé le 17 février 2006 par Madame JANSSENS concernant le bien sis à NEUFCHATEAU et cadastré Longlier 5e Division Section D N°362 ;

- Vu les plans soumis à l'appui de la demande ;

- Attendu que le permis d'urbanisme prévoit la cession gratuite à la Commune de la partie de terrain située entre l'ancien et le nouvel alignement et reprise pour une contenance de 1 a 62 ca au plan de lotissement ;

- Vu les articles 128 et 129 du CWATUP ;

- Vu le procès verbal de clôture d'enquête publique qui s'est déroulée du 07/03/2006 au 21/03/2006 concernant la cession d'une emprise à titre gratuit visant à élargir la voirie le long du terrain ;

- Attendu qu'aucune réclamation n'est parvenue ;

- Vu la loi communale ;

- Considérant que l'acquisition de cette emprise doit être réalisée pour cause d'utilité publique ;

- Vu les pièces annexées au dossier ;

- Sur proposition du Collège échevinal ;

PREND CONNAISSANCE :

Art.1 : des résultats de l'enquête publique ;

DECIDE :

Art.2 : d'autoriser l'élargissement du domaine public communal.

Art.3 : d'acquérir de gré à gré à Madame JANSSENS une emprise de 1 a 62 ca à prendre le long de la parcelle cadastrée Longlier 5e Division Section D N°362 conformément au plan établi par J. Windeshausen, sous les garanties ordinaires, le bien cédé étant libre d'occupation, de toute hypothèque, de tous engagements généralement quelconques, et de toute servitude ; les frais d'acte étant à charge du lotisseur ;

Art.4 : L'acquisition sera réalisée à titre gratuit.

Art.5 : de reconnaître le caractère d'utilité publique à l'opération et d'incorporer cette emprise à la voirie communale.

Art.6 : La présente sera notifiée au fonctionnaire délégué.

(9) (PM) Cession gratuite - VILLE / ZABUS - Rue A. CLAUDE

- Vu la délibération du conseil communal du 30 juin 2006 ;
- Vu la délibération du conseil communal du 22 mai 2003 ;
- Vu les articles 128 et 129 du CWATUP ;
- Considérant que le conseil n'a délibéré que sur les résultats de l'enquête, qu'une erreur matérielle n'a pas permis de délibérer sur la cession gratuite de terrain de M. Zabus envers la ville de Neufchâteau ;
- Vu la loi communale ;
- Sur proposition du collège échevinal ;

Décide :

Art.1 : d'autoriser l'élargissement du domaine public communal.

Art.2 : d'acquérir de gré à gré à Mr.ZABUS Alain une emprise de 1 a 30 ca à prendre le long des parcelles cadastrées Longlier 5e Division Section D N°498 A et 276 E2 conformément au plan établi par A.COLLET, géomètre à Neufchâteau.

Art.3 : L'acquisition sera réalisée à titre gratuit.

Art.4 : de reconnaître le caractère d'utilité publique à l'opération et d'incorporer cette emprise à la voirie communale.

Art.5 : La présente sera notifiée au fonctionnaire délégué.

(10) (JW) PTT 2004/2006 - Egouttage rue Champs Mayet à Marbay

- Vu les délibérations du Conseil Communal des 23/09/2003 et 02/04/2004 ;
 - Vu la délibération du collège échevinal du 15/03/2006 ;
 - Vu le contrat d'assainissement signé, en application du décret du 15 avril 1999 relatif à la gestion du cycle de l'eau ;
 - Attendu que les contrats d'agglomérations correspondant à la station d'épuration de Grandvoir-Petitvoir - code 84043/02 et à la station d'épuration de Marbay - code 84043/03 vont être signés suite à l'approbation du PASH de la Semois-Chiers par le Gouvernement wallon en date du 22/12/05 ;
 - Vu le programme triennal des travaux 2004-2006 de la Commune approuvé par le Ministre MICHEL en date du 02 juillet 2004 , et plus particulièrement les travaux d'égouttage de la rue Champs Mayet à Marbay en priorité 2 de l'année 2006 ;
 - Vu la délibération du conseil communal du 21/02/2006 décidant de modifier le PTT 2004/2006 ;
 - Vu le cahier spécial des charges reçu le 02/03/2006 préparé par l'AIVE relatif à l'égouttage de la rue Champs Mayet à Marbay ;
 - Attendu que le projet d'égouttage repris sous rubrique est de l'égouttage prioritaire exclusif ;
 - Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses Arrêtés Royaux d'exécution ;
 - Vu les articles 117, 234 et 236 de la Nouvelle loi communale ;
- Sur proposition du collège échevinal,
Après avoir délibéré

D E C I D E à l'unanimité

Art.1 : de procéder aux travaux d'égouttage de la rue Champs Mayet à Marbay.

Art.2 : d'approuver le cahier spécial des charges et les plans proposés par l'AIVE, Auteur de projet, au montant de 252.503,25 € hors T.V.A.

Art.3 : de choisir l'adjudication publique comme mode de passation des marchés.

Art.4 : de solliciter les subventions prévues par la nouvelle structure de financement de l'égouttage prioritaire par la SPGE suivant le contrat d'agglomération auquel notre Commune a adhéré.

Art.5 : de transmettre deux exemplaires de la présente délibération à l'AIVE pour suite voulue.

(10 (JW) PTT 2004/2006 - Egouttage route des Forges à Grandvoir

- Vu les délibérations du Conseil Communal des 23/09/2003 et 02/04/2004 ;

- Vu la délibération du collège échevinal du 15/03/2006,

- Vu le contrat d'assainissement signé, en application du décret du 15 avril 1999 relatif à la gestion du cycle de l'eau ;

- Attendu que les contrats d'agglomérations correspondant à la station d'épuration de Grandvoir-Petitvoir - code 84043/02 et à la station d'épuration de Marbay - code 84043/03 vont être signés suite à l'approbation du PASH de la Semois-Chiers par le Gouvernement wallon en date du 22/12/05 ;

- Vu le programme triennal des travaux 2004-2006 de la Commune approuvé par le Ministre MICHEL en date du 02 juillet 2004 , et plus particulièrement les travaux d'égouttage de la route des Forges à Grandvoir en priorité 2 de l'année 2006 ;

- Vu la délibération du conseil communal du 21/02/2006 décidant de modifier le PTT 2004/2006 ;

- Vu le cahier spécial des charges reçu le 22/06/2005 préparé par l'AIVE concernant l'égouttage de la route des Forges à Grandvoir ;

- Attendu que le projet d'égouttage repris sous rubrique est de l'égouttage prioritaire exclusif ;

- Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses Arrêtés Royaux d'exécution ;

- Vu les articles 117, 234 et 236 de la Nouvelle loi communale ;
Sur proposition du collège échevinal,
Après avoir délibéré,

D E C I D E à l'unanimité

Art.1 : de procéder aux travaux d'égouttage de la route des Forges à Grandvoir.

Art.2 : d'approuver le cahier spécial des charges et les plans proposés par l'AIVE, Auteur de projet, au montant de 170.071,25 € hors T.V.A .

Art.3 : de choisir l'adjudication publique comme mode de passation des marchés.

Art.4 : de solliciter les subventions prévues par la nouvelle structure de financement de l'égouttage prioritaire par la SPGE suivant le contrat d'agglomération auquel notre Commune a adhéré.
Art.5 : de transmettre deux exemplaires de la présente délibération à l'AIVE pour suite voulue.

(10) (SZ) PTT 2004-2006 - Etude endoscopique du réseau d'égouts des agglomérations de Grandvoir, Petitvoir et Marbay.

- Vu le contrat d'assainissement approuvé par le conseil communal du 03/10/01, en application du décret du 15/04/99 relatif à la gestion du cycle de l'eau ;
- Attendu que les contrats d'agglomérations correspondant à la station d'épuration de Grandvoir-Petitvoir - code 84043/02 et à la station d'épuration de Marbay - code 84043/03 vont être signés suite à l'approbation du PASH de la Semois-Chiers par le Gouvernement wallon en date du 22/12/05 ;
- Attendu que le PASH de la Semois-Chiers est entré en vigueur en date du 10/01/06 ;
- Vu la délibération du conseil communal du 21/02/06 décidant de modifier le PTT 2004/2006 en ajoutant les études endoscopiques des réseaux de Grandvoir, Petitvoir et Marbay au montant estimatif de 63.000€ HTVA ;
- Vu le cahier spécial des charges, les plans et métré estimatif dressés par l'AIVE, pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage délégué, au montant estimatif de 63.940€ HTVA ;
- Attendu que cette étude doit être préalable à la réalisation des travaux d'entretien des voiries intérieures de Grandvoir et Petitvoir ;
- Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses Arrêtés Royaux d'exécution ;
- Vu la délibération du collège échevinal du 15/03/06 ;
- Sur proposition du collège échevinal ;
- Après en avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité :

Art.1 : de procéder aux études endoscopiques des réseaux d'égouts des agglomérations de Grandvoir, Petitvoir et Marbay.

Art.2 : de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Art.3 : d'approuver le cahier spécial des charges, les plans et métré estimatif dressés par l'AIVE, au montant estimatif de 63.940€ HTVA.

Art.4 : de solliciter les subventions prévues par la nouvelle structure de financement de l'égouttage par la SPGE suivant le contrat d'agglomération auquel notre Commune a adhéré.

Art.5 : de transmettre pour suite utile une copie de la présente délibération à l'AIVE, maître d'ouvrage délégué.

(11 (JW) Ecole de Grandvoir - Rénovation

- Vu la délibération du conseil communal du 18/12/2003 décidant de désigner un auteur de projet pour l'étude de la rénovation de l'école de Grandvoir,
 - Vu la circulaire n°158 du 27/06/2003 de la communauté française relative à la demande d'intervention financière dans le cadre du programme d'urgence en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental,
 - Vu les délibérations du collège échevinal des 19/10/2005, 11/01/2006 et 15/03/2006 ;
 - Vu le cahier spécial des charges préparé par l'auteur de projet Philippe Galloy au montant estimatif des travaux de 201.087,82 € TVAC,
 - Vu la lettre du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces reçue le 26/12/2005,
 - Attendu que le Plan de Sécurité Santé est en cours d'élaboration par la Direction des Services Techniques,
- Sur proposition du collège échevinal,

Après avoir délibéré,

D E C I D E à l'unanimité

Art.1 : de procéder aux travaux de rénovation de l'école de Grandvoir.

Art.2 : d'approuver le cahier spécial des charges préparé par l'auteur de projet Philippe Galloy.

Art.3 : d'adopter l'adjudication publique comme mode de passation de marché

Art.4 : d'imputer la dépense à l'article budgétaire 722/724-60 du budget extraordinaire 2006. Le financement sera réalisé par un subside de 70% de l'investissement par la Communauté Française, 60 % des 40% restant par le Fond des Bâtiments Scolaires et le solde par un emprunt à taux préférentiel auprès du Fond des Bâtiments Scolaires.

(12 (SZ) Centre du Lac - Lot n°12 - Toiture - Projet

- Vu la délibération du Conseil Communal du 28/10/03 décidant de procéder à la désignation d'un auteur de projet des travaux de réfection de la toiture du Centre du Lac ;
- Vu le récapitulatif des actions préconisées par l'audit énergétique réalisé par l'I.C.E.D.D. et daté du 12/07/04 ;
- Vu la délibération du Collège Echevinal du 11/05/05 approuvant l'étude de faisabilité (avant-projet) établie par le bureau Rausch et Associés, auteur de projet (phases 1 et 2) ;
- Attendu que les travaux de la phase 1 consistent en la démolition de la toiture existante, la mise en œuvre d'une nouvelle toiture, la réparation de l'acrotère en ardoises naturelles, la démolition des lanterneaux existants et la pose de lanterneaux en polycarbonates ;
- Attendu que la réalisation de ces travaux est urgente vu l'état général de la toiture du Centre du Lac ;
- Attendu que les travaux de la phase 2 consistent en la remise à niveau de la charpente de la zone piscine (évacuation des faux plafonds, décapage, sablage et mise en peinture de la charpente,

- mise en place d'un pare-vapeur) et l'installation d'un système complet de chauffage/pompe à chaleur en cave ;
- Vu la délibération du Collège Echevinal du 18/01/06 prenant connaissance du dossier de travaux de rénovation de la toiture du Centre du Lac (phase 1) ;
 - Vu le cahier spécial des charges, les plans et le devis estimatif dressés par l'auteur de projet, Monsieur Mahy du bureau Rausch et Associés, au montant estimatif de 323.745€ HTVA (soit 430.904,60€ TVA, révisions et imprévus compris) pour les travaux de rénovation de la toiture au Centre du Lac (Phase n°1) ;
 - Vu le décret du 25/02/99 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, modifié par le décret du 17/11/05 ;
 - Attendu que ce décret prévoit une subvention de 75% pour la rénovation d'une infrastructure sportive lorsque l'estimatif des travaux est inférieur à 415.000€ HTVA ;
 - Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon du 10/04/03 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance économique ;
 - Attendu que cet arrêté prévoit une subvention de 30% du montant des coûts éligibles, pour la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment ; que le cumul des subventions est permis ;
 - Vu la note de calcul des économies d'énergie rédigée par le bureau d'études Pierre Berger et concluant que le projet de rénovation de la toiture (Phase n°1) génère une économie d'environ 25.000€ par an, en chauffage (en considérant le mazout à 0,50€ du litre) ;
 - Vu le courrier de Monsieur Fourmy, daté du 22/03/06, par lequel ce dernier marque son accord sur le cahier spécial des charges et confirme la prise en charge, par la Communauté Française, de 50% de la part non subsidiée par la Région Wallonne ;
 - Vu la loi du 24.12.93 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
 - Vu la délibération du Collège Echevinal du 15/03/06 ;
 - Sur proposition du Collège Echevinal ;
 - Après en avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité :

Art.1 : de procéder aux travaux de rénovation de la toiture au Centre du Lac à Neufchâteau (phase n°1 : toiture principale, prestations spéciales au niveau de la zone piscine, réfection de la toiture du vestiaire et du couloir) ;

rt.2 : de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;

Art.3 : d'approuver le cahier spécial des charges, les plans et métré estimatif dressés par l'auteur de projet au montant estimatif de 323.745,00 € HTVA (soit 430.904,60€ TVA, révisions et imprévus compris ;

Art.4 : afin de permettre la sélection qualitative exigée par la réglementation, les candidats devront présenter :

- la preuve qu'ils sont agrés dans la catégorie spécifiée au cahier spécial des charges, à savoir catégorie D8, classe 3, par la production des documents exigés en vertu de l'art.1 de

l'A.M. du 27.09.91 ou bien une attestation délivrée par le Ministère conformément à l'article 6 de l'A.R. du 26.09.91.

- la preuve qu'ils possèdent l'enregistrement requis, à savoir 11, 15 ou 00.
- la preuve du paiement des cotisations de sécurité sociales, par la production d'une attestation ONSS indiquant qu'ils sont en règle de paiement de leurs cotisations.

Art.5 : d'approuver l'avis de marché ci-annexé ;

Art.6 : la somme de 40 € sera demandée aux candidats

soumissionnaires désireux de recevoir les plans, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et les documents de soumission ;

Art.7 : de solliciter des subsides auprès des cellules Infrasport et Ureba de la Région Wallonne ;

Art.8 : d'imputer la dépense relative au présent marché à l'article 76401/723-60 du budget extraordinaire de 2006.

Ce marché sera financé au moyen des subsides sollicités auprès de la Région wallonne et le solde non subsidié sera pris en charge par le Ministère de la Communauté Française et la ville, à concurrence de 50%.

Le crédit budgétaire et le financement de la part communale seront prévus lors d'une prochaine modification budgétaire.

(13) (SZ) Entretien de certaines voiries agricoles - Désignation d'un auteur de projet

- Vu la délibération du Collège Echevinal du 15 mars 2006 ;
- Attendu que plusieurs voiries agricoles sont dégradées et méritent un goudronnage ;
- Vu la délibération du Conseil Communal de ce jour relative à la vente de parcelles communales à Cousteumont et Nolinfaing ;
- Sur proposition du Collège Echevinal ;
- Après en avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité :

Art.1 : de désigner un auteur de projet afin de réaliser l'étude des travaux d'entretien de certaines voiries agricoles ;

Art.2 : d'approuver le cahier spécial des charges ;

Art.3 : de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;

Art.4 : d'affecter la dépense à l'article 620/731-60 du budget extraordinaire 2006. Cette dépense sera financée au moyen des recettes de la vente des parcelles agricoles à Cousteumont et Nolinfaing. Les crédits seront prévus lors d'une prochaine modification budgétaire.

(14) (CA) Achat-Vente - Vente de parcelles agricoles à Cousteumont et Nolinfaing.

Décide à l'unanimité de reporter le point à la prochaine séance du conseil.

(15) (JW) Plan Communal de Mobilité - cahier spécial des charges

- Vu la délibération du conseil communal du 01/12/2005 décidant l'élaboration d'un Plan Communal de Mobilité,
 - Vu la délibération du collège échevinal du 15/03/2006 ;
 - Vu le cahier spécial des charges préparé par l'auteur de projet la Région Wallonne - Direction Générale des Transports relatif à l'élaboration d'un plan communal de mobilité,
- Sur proposition du collège échevinal,
Après avoir délibéré,

D E C I D E à l'unanimité

Art.1 : d'approuver le cahier spécial des charges préparé par l'auteur de projet la Région Wallonne - Direction Générale des Transports relatif à l'élaboration d'un plan communal de mobilité.

Art.2 : d'adopter la procédure négociée avec publicité comme mode de passation de marché.

Art.3 : d'imputer la dépense à l'article budgétaire 421/733-60 du budget extraordinaire 2006. Le financement sera réalisé par un subside à hauteur de 75% du coût, le solde, par un transfert du budget ordinaire vers l'extraordinaire 2006.

Art.4 : de solliciter auprès de la Région Wallonne la promesse de subsides.

(PM) Equipement des lotissement GRAVE et PETIT au SART - SWDE. POINT COMPLEMENTAIRE PORTE EN URGENCE A L'ORDRE DU JOUR.

- Vu la nécessité de procéder aux travaux d'extension pour l'alimentation des lotissements Gravé et consorts et Petit- Gallet au hameau du Sart.;
- Vu le devis estimatif de ces travaux qui s'élève à 42.260,00 € ;
- Attendu que le montant des prestations et fournitures de la Société Wallonne lui sera versé par la Commune;
- Attendu que les travaux de terrassements et de réfections, estimés à 19.632,00 €, seront exécutés par les soins de la Commune;
- Vu les articles 1, 2, 8, 26 et 37 du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société Wallonne des Distributions d'Eau prenant la dénomination Société wallonne des eaux;
- Vu les articles 2, 4, 6, et 10 des statuts de cette dernière;
- Vu les articles 117, 123, 135, 234, 236, 247 et 248 de la nouvelle loi communale;
- Vu la lettre de la Société wallonne des eaux des 7 et 23/03/2006;
- Après en avoir délibéré ;

DECIDE :

- de souscrire 1.691 (mille six cent nonante et une) parts sociales de 25 € dans le capital du sous-bassin de la Semois-Chiers en vue de financer les travaux d'extension pour l'alimentation des lotissements Gravé et consorts et Petit- Gallet au hameau du Sart,

libérées par le versement en espèces de 22.628,00 € au compte 091-0124861-51 de la Division régionale de Namur et l'apport des terrassements et réfections, estimés à 19.632,00 € réalisés par la Commune;

- de transmettre la présente délibération, en double exemplaire, à la Société wallonne des eaux.

(SZ) Contentieux - Ville de Neufchâteau/RSI de Neufchâteau - Ratification modifications convention

Point supplémentaire à la requête du conseiller D.Fourny.

- Vu la délibération du Conseil Communal du 31/05/05 approuvant la convention de règlement amiable du litige opposant la ville au Syndicat d'Initiative ;
- Vu la délibération du Collège Echevinal du 21/09/05 approuvant la convention telle que rectifiée en séance (Art.1 ; pt.2 - Nombre de représentants communaux) ;
- Vu la délibération du Conseil Communal du 23/12/05 désignant les représentants communaux au conseil d'administration et à l'assemblée générale du Syndicat d'Initiative ;
- Vu la délibération du Collège Echevinal du 25/01/06 ;
- Vu la délibération du Conseil Communal du 21/02/06 indiquant que la ratification de la convention de règlement du litige entre la ville et le syndicat d'initiative, modifiée en séance du Collège Echevinal le 21/09/05, n'a fait l'objet d'aucun débat et d'aucune décision ;
- Vu la délibération du Collège Echevinal du 15/03/06 ;
- Après en avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité :

Art.unique: de ratifier la convention de règlement amiable du litige entre la ville et le Syndicat d'Initiative modifiée en séance du Collège Echevinal du 21/09/05 et portant le nombre de représentants de la ville au conseil d'administration et à l'assemblée générale du Syndicat d'Initiative à 7 au lieu de 8.

(CA) Achat-Vente - Vente du bâtiment "Le Central".

Point supplémentaire à la requête du conseiller D.FOURNY.

- Vu l'acte d'acquisition signé le 28/04/2003 relatif à l'acquisition du bâtiment « Le Central »
- Vu les délibérations du collège échevinal des 15 février 06, 22 février 06 et 01 mars 06 ;
- Vu l'estimation de la valeur vénale reçue le 21/03/2006 du Comité d'Acquisition d'Immeubles au montant de 60.000 € ;
- Entendu en séance le conseiller D.FOURNY, lequel déclare que l'estimation des travaux de rénovation du Central pour 75 m² de bureaux administratifs est passée de 579.000 € en 2002 à 785.000 €

en 2005 (et ce hors honoraires), que ce montant est trop élevé par rapport à ce qui était prévu initialement au Plan Triennal des travaux et qu'il a donc fallu choisir entre divers projets ; que le choix s'est porté sur les travaux de voirie des villages de Grandvoir, Petitvoir et Tournay ; que l'objectif de l'opération de vente du Central est d'assainir et embellir le centre ville tout en préservant une surface commerciale ; qu'il s'agit d'une opération financièrement blanche pour la ville ;

- Après avoir délibéré,

D E C I D E à l'unanimité des membres présents

Art.1 : de vendre de gré à gré le bâtiment « Le Central », Grand-Place n°2, cadastré 1^{ère} Division NEUFCHATEAU Section A n°856g d'une superficie de 4 a 15 ca.

Art. 2 : de fixer comme suit les conditions de vente :

Publicité : 15 jours d'affichage aux valves et sur place.

Condition d'occupation du parking : de préciser comme suit les conditions d'occupation par la ville du parking jouxtant le Central :

min 8 places de parking réservées à l'administration communale entre 7h30 et 18h du lundi au vendredi ;

parking éclairé, hauteur plafond min 1m90 sous poutre, revêtement en autobloquant ;

mise à disposition à durée indéterminée incluse dans l'acte, avec clause de renonciation expresse éventuelle par le conseil communal ;

plan du parking à faire approuver par la Ville au préalable ;

parking opérationnel endéans les deux ans de la signature de l'acte
entretien par l'acquéreur.

Rénovation du bâtiment : les travaux de rénovation du bâtiment et du parking devront être réalisés endéans les 2 ans de la signature de l'acte de vente.

Clause d'affectation HORECA : Le rez-de-chaussée du bâtiment sera affecté à un usage HORECA pour une durée limitée de 5 ans

En cas de non respect des conditions susvisées :

- soit l'acquéreur ou ses ayants-cause seront redevables chaque année à la Ville de Neufchâteau d'une amende équivalente à 10% du prix de la vente,

- soit le bâtiment fera l'objet d'une reprise par la ville au prix de vente susvisé + frais.

La ville se réserve le choix d'appliquer l'une ou l'autre de ces pénalités pendant une durée de 5 années à dater de la signature de l'acte.

Art.3 : de fixer le prix minimum de la vente au montant du rapport d'estimation du Comité d'Acquisition.

Art.4 : de charger le collègue échevinal de procéder aux mesures de publicité lors de sa prochaine séance, d'examiner l'admissibilité des candidatures et offres. Une analyse comparative des offres sera réalisée ainsi qu'un rapport motivé adressé au Conseil Communal.

Art.5 : d'affecter la recette de cette vente au budget extraordinaire 2006.

(CA) Achat-Vente - Vente du bâtiment "Moulin Banal".

Point supplémentaire à la requête du conseiller D.FOURNY.

- Vu l'acte d'acquisition signé le 12 décembre 1983 relatif à l'acquisition du bâtiment « Moulin Banal » ;
 - Vu la délibération du Collège Echevinal du 08 mars 2006 ;
 - Vu l'estimation de la valeur vénale reçue le 21/03/2006 du Comité d'Acquisition d'Immeubles au montant de 50.000 € ;
 - Entendu en séance le conseiller D.FOURNY, lequel déclare que la rénovation du Moulin banal s'inscrit dans le cadre du schéma d'intention de la Vallée du Lac et que le bâtiment présente une qualité urbanistique incontestable ; que l'équipe de l'entreprise de formation par le travail a déjà travaillé ces derniers mois sur la rénovation de l'enveloppe extérieure ; Entendu la chronologie des décisions précédentes relatives au Moulin Banal ; Attendu qu'une proposition d'affectation d'une maison de la mémoire au Moulin Banal a été présentée dans le cadre du PCDR ; que toutefois il y a lieu de développer l'Horeca à cet endroit pour dynamiser la Vallée et accueillir les visiteurs ; qu'un espace Horeca comprenant Tea-Room et chambres est proposé par un amateur déclaré (les esquisses du projet sont présentées) ;
- Après avoir délibéré,

D E C I D E à l'unanimité des membres présents

Art. 1 : de vendre de gré à gré le bâtiment « Moulin Banal » - Rue du Moulin cadastré 1^{ère} Division NEUFCHATEAU Section A n°1070b.

Art. 2 : de fixer comme suit les conditions de vente :

Publicité : 15 jours d'affichage aux valves et sur place.

Rénovation du bâtiment : les travaux de rénovation du bâtiment et du parking devront être réalisés endéans les 2 ans de la signature de l'acte.

Clause d'affectation HORECA:

Le bâtiment sera affecté à un usage HORECA pour une durée limitée de 5 ans.

En cas de non respect des conditions susvisées :

- soit l'acquéreur ou ses ayants-cause seront chaque année redevables à la Ville de Neufchâteau d'une amende de 10% du prix de la vente,

- soit le bâtiment fera l'objet d'une reprise par la ville au prix de vente susvisé + frais.

La ville se réserve le choix d'appliquer l'une ou l'autre de ces pénalités pendant une durée de 5 années à dater de la signature de l'acte.

Art.3 : de fixer le prix minimum de la vente au montant du rapport d'estimation du Comité d'Acquisition.

Art.4 : de charger le collège échevinal de procéder aux mesures de publicité lors de sa prochaine séance, d'examiner l'admissibilité des candidatures et offres. Une analyse comparative des offres sera réalisée ainsi qu'un rapport motivé adressé à l'attention du Conseil Communal.

Art.5 : l'affectation de la recette de cette vente sera affectée au budget extraordinaire 2006.

(JW) Salle 1'Union - affectation cercle "Terre de Neufchateau"

A la requête du Conseiller Communal Dimitri Fourny,

Vu la délibération du conseil Communal du 23/12/2005 décidant d'affecter la salle l'Union à la bibliothèque et au centre télématique :

Vu la lettre du président du Cercle « Terre de Neufchâteau » Mr Louis Lejeune adressée au Conseiller Communal Dimitri Fourny le 02/02/2006 relative à l'accord du Cercle d'occuper les anciens locaux qu'occupait Radio Nostalgie au sein de l'Espace d'Aremberg,

D E C I D E à l'unanimité

Art.unique : d'affecter les anciens locaux occupés par Radio Nostalgie à la salle l'Union au Cercle « Terre de Neufchâteau ».

(JW) Salle l'Union - cahier spécial des charges

A la requête du Conseiller Communal Mr Dimitri Fourny,

- Vu la délibération du Conseil Communal du 01/12/2005 décidant d'acquérir la salle l'Union au montant de 118.000 €,
- Vu la délibération du Conseil Communal du 23/12/2005 décidant l'affectation de la salle l'Union,
- Vu le fax de l'auteur de projet bureau d'architecte Kerger Quoilin reçu le 15/03/2006 concernant des informations à obtenir afin de clôturer le dossier ainsi que le montant estimé des travaux et des options,
- Vu le projet, plans réalisés par l'auteur de projet reçu le 22/03/2006 et cahier spécial des charges au montant estimatif des travaux de 210.643,58 € HTVA, hors options au montant de 55.190,50 € HTVA,
- Entendu les conseillers Dimitri Fourny et Jacques Roblain, lesquels déclarent que les activités culturelles qui se déroulent habituellement à la salle L'Union sont limitées à 3 ou 4 par an en plus de la troupe de théâtre Enoia ; que le syndicat d'initiative souhaitait créer du logement dans le bâtiment ; que la volonté de la ville est au contraire d'aménager les lieux en espace public ; que la location de la bibliothèque au Centre du Lac à coûté à la ville 16.681 € en 2004 et 18.075 € en 2005 ; que l'affectation des lieux consiste en l'aménagement d'une bibliothèque, centre télématique, photocopieur à usage des associations, espace conférence à l'étage et cercle terre à Neufchâteau ; que ce projet présente 7 avantages (position centrale, mobilité handicapés, proximité écoles, absence de nuisance, valorisation d'un espace peu occupé et intérêt financier) et 1 désavantage (absence de lien avec le centre sportif, bien que la fréquentation de la bibliothèque passe de 1.585 personnes en 2001 à l'ancienne maison d'arrêt à 1.475 en 2005 au centre du lac et qu'une possibilité d'utiliser le car scolaire entre le centre du lac et la salle l'Union soit possible) ; que les travaux de mise en conformité du bâtiment sont obligatoires, qu'un rapport de prévention incendie de 1998 n'a pas été exécuté et qu'un nouveau rapport a été sollicité ; que la charge d'emprunt des travaux évaluée à 17.987 € par an pendant 20 ans (estimatif travaux

et honoraires à 280.000 €) doit être comparée avec le coût actuel de location de la bibliothèque au centre du lac (18.075 €) ; que le crédit budgétaire prévu de 250.000 € devra être complété par un montant de 15.000 € en modification budgétaire et par un montant de 15.000 € provenant de l'indemnité consécutive au sinistre de la cafétéria du camping ; que les finitions ne sont pas comprises dans ce schéma financier et seront financées par le solde de la cession du réseau d'eau à la SWDE via une modification budgétaire, que donc le projet de travaux n'aura pas d'impact budgétaire et constitue une bonne solution pour les finances communales ; que les ouvriers communaux et l'équipe de l'EFT seront mis à contribution pour certains travaux ;

- Attendu que le conseiller D.Fourny précise que la suggestion de situer la maison de l'entité (programme PCDR) à la salle L'Union, en annexe au bâtiment actuel, cause une incompatibilité légale entre le périmètre de rénovation urbaine et le périmètre PCDR : que de plus la direction de l'urbanisme d'Arlon a émis un avis réservé sur cette solution ; qu'en outre une maison de l'entité à cet endroit créera des nuisances pour le voisinage ; qu'enfin un problème de parking sera généré par ce projet ainsi que celui du promoteur PALM ; qu'une alternative acceptée par la CLDR consiste à positionner la maison de l'entité au marché couvert (les avantages en sont les suivants : site isolé, disposant de parking, inclus dans le périmètre PCDR, accessible aux handicapés, un endroit qui ne créera pas de nuisance, au développement possible, à l'accès routier aisé et pour lequel l'urbanisme a donné un accord de principe) ;

- Attendu que ledit conseiller précise que les concerts et spectacles pourront être organisés pendant une période intérimaire au centre du lac, au moulin Klepper, au marché couvert ou dans les salles de villages et d'écoles ;

- Entendu en séance les auteurs de projet J.Kerger et W.Renaud, lesquels présentent le cahier spécial des charges et précisent qu'un contact téléphonique avec l'inspecteur des bibliothèques André Namotte a été pris, duquel il résulte que les surfaces légales sont respectées ;

Après avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité

Art.1 : de procéder aux travaux d'aménagement de la salle L'Union.

Art.2 : d'adopter l'adjudication publique comme mode de passation de marché.

Art.3 : d'approuver le cahier spécial des charges au montant estimatif des travaux de 210.643,58 € HTVA, hors options au montant de 55.190,50 € HTVA.

Art.4 : d'imputer la dépense à l'article budgétaire 12401/724-60 du budget extraordinaire 2006. Le solde sera proposé en modification budgétaire. Le financement sera réalisé par un emprunt remboursable en 20 ans suivant le marché annuel d'emprunts 2006 à réaliser.

Art.5 : d'ordonner au collègue échevinal de lancer le marché de travaux lors de la séance qui suit le Conseil Communal du 30/03/2006.

**(SZ) Modification du Programme Triennal du Logement 2004-2006 -
Opération non localisable - Immeuble Goffinet - Convention
d'emphytéose**

Point supplémentaire à la requête du conseiller D.Fourny.

- Entendu les explications données en séance par les conseillers D. Fourny et A-M Braselle,
- Vu la délibération du Conseil Communal du 23/03/05 relative à l'acquisition de l'immeuble sis « Rue Lucien Burnotte, 47 à Neufchâteau », à savoir l'immeuble « Goffinet »;
- Vu le courrier du Ministre Michel Daerden, daté du 11/01/06, relatif à l'octroi d'une subvention régionale dans le cadre de l'acquisition de l'immeuble Goffinet ;
- Vu le courriel de l'urbanisme-Arlon, daté du 30/11/05, relatif à la démolition de cet immeuble et faisant apparaître la nécessité de ne pas démolir l'immeuble, ou à défaut de le reconstruire, afin de ne pas déstructurer le bâti à cet endroit;
- Attendu qu'il y a lieu de prévoir la réhabilitation de ce bâtiment ;
- Vu les délibérations du Collège Echevinal du 07/02 et du 15/03/06 ;
- Vu la délibération du Conseil Communal du 18/12/03 approuvant le programme communal d'actions en matière de logement 2004-2006 ;
- Vu le courrier du Ministre Michel Daerden, daté du 28/05/04, approuvant le programme communale d'actions en matière de logement 2004-2006 relatif à la création de quatre appartements dans un immeuble non localisable à Neufchâteau ;
- Vu le procès-verbal du Conseil d'Administration du Foyer Centre Ardenne du 20/02/06 ;
- Attendu qu'il est possible de créer six logements sociaux et d'aménager un espace disponible au rez-de-chaussée pour des associations ou groupements d'intérêt communal, dans l'immeuble Goffinet ;
- Attendu qu'il y a lieu de modifier le programme communal d'actions en matière de logement 2004-2006, en y ajoutant deux logements supplémentaires ;
- Attendu que l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opération de rénovation urbaine impose que la commune affecte au logement social un nombre de logements rénovés ou construits dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine ; que ce nombre ne peut pas être inférieur à 30% du nombre total de logements rénovés ou construits ; que cette réalisation peut être le fait d'une société de logement de service public ;
- Vu le projet de convention d'emphytéose à conclure entre la ville et le Foyer Centre Ardenne ;
- Après en avoir délibéré ;

D E C I D E : à l'unanimité

Art.1 : de modifier comme suit le programme communal en matière de logement 2004-2006, approuvé par le Gouvernement wallon le 13/05/04 :

- localisation : ancien immeuble GOFFINET, rue Lucien Burnotte, 47 à Neufchâteau
- Affectation : création de six logements sociaux et aménagement d'un espace disponible au rez-de-chaussée pour des associations ou groupements d'intérêt communal ;

Art.2 : de céder, par bail emphytéotique au Foyer Centre Ardenne l'ancien immeuble « Goffinet », pour permettre la réalisation des travaux en réhabilitation ;

Art.3 : d'approuver la convention d'emphytéose ci-annexée et de la signer après signature de l'acte d'acquisition de l'immeuble Goffinet ;

Art.4 : de financer la charge d'emprunt relative aux travaux de rénovation du rez-de-chaussée sous condition de la mise à disposition, à titre gratuit, de cet espace à la ville ;

Art.5 : de solliciter de Monsieur le Ministre du Logement l'approbation de cet avenant relatif au programme communal en matière logement 2004-2006.

(SZ) Mise à disposition du bâtiment préfabriqué de Petitvoir - Mycologues

Point supplémentaire à la requête du conseiller D.Fourny.

- Vu la délibération du Collège Echevinal du 22/02/06 ;
- Vu le courrier de l'ASBL Mycologues du Luxembourg Belge daté du 24/03/06 et reçu le 27/03/06 ;
- Vu la délibération du Collège Echevinal du 29/03/06 ;
- Vu le projet de convention ci-joint ;
- Entendu le conseiller D.FOURNY, lequel précise qu'à l'avenir la commune devra se séparer de l'ancien orphelinat et qu'il est actuellement demandé par le commandant des pompiers l'évacuation des locaux occupés par le cercle des Mycologues ; que deux propositions ont été faites à celui-ci, à savoir l'occupation du local « Croix-Rouge » à l'ancien orphelinat ou l'ancienne école de Petitvoir ; qu'il y a lieu également de faire participer l'association aux frais d'occupation des locaux ;
- Après avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité :

Art.1 : de mettre à la disposition exclusive de l'ASBL Mycologues du Luxembourg Belge le module sis « Chemin des Espagnols à Petitvoir » ;

Art.2 : de mettre à la disposition de l'ASBL susdite, au même titre que d'autres associations ou groupements d'intérêt communal, l'ancienne classe de l'école communale sise « Chemin des Espagnols à Petitvoir » ;

Art.3 : d'approuver la convention, ci-annexée, définissant les conditions de mise à disposition des locaux susvisés ;

Art.4 : de charger le Collège Echevinal de l'exécution de cette convention.

(MM) Point supplémentaire à la requête du conseiller J-M.JONETTE. Suspension de la décision relative à la limitation du sens unique de la Grand'Place, rue Burnotte jusqu'à la rue Clément.

- Vu la délibération du Conseil Communal en date du 03 novembre 2005 relative au sens unique ;
- Entendu le Conseiller J.M.JONETTE, lequel propose de suspendre la mise en œuvre de la décision du Conseil Communal susvisé et d'évaluer la question après approbation du plan de mobilité actuellement en cours d'étude ;
- Après avoir délibéré ;

D E C I D E à l'unanimité :

Art.1 : de suspendre la mise en œuvre de la délibération du Conseil Communal du 03 novembre 2005.

Art.2 : de transmettre la décision au Ministère de l'Equipement et des Transports.

HUIS-CLOS

(16) (CD) Personnel. Ratifications.

Point supplémentaire à la requête du conseiller D.FOURNY.

(CD) Personnel. Démission d'office Jacques PAUL.

Le Secrétaire communal,

La Présidente,